

CIBLE

Grèves

Si le gouvernement a cru mettre un terme aux actions syndicales en brisant le mouvement des employés de la Société nationale Corse-Méditerranée, il s'est lourdement trompé !

La longue grève des tramots de Marseille, interrompue par décision de justice, en est une preuve manifeste. Les conflits qui ont éclaté chez Carrefour, Hewlett-Packard et dans d'autres entreprises privées montrent que la tension sociale est grande dans l'ensemble du pays.

Rien ne dit qu'elle s'apaisera puisque plusieurs syndicats appellent le personnel de la SNCF à la grève reconductible à partir du 21 novembre.

Affaibli par ses mensonges éhontés (l'augmentation de 12 % du prix du gaz, camouflée en hausse de 3,8 %) et par ses rivalités internes, le gouvernement compte comme d'habitude sur les logiques de stabilisation sociale : crainte du chômage, absence d'opposition politique crédible, « sagesse » des dirigeants des grandes confédérations sociales qui craignent de ne pouvoir maîtriser une explosion généralisée de la colère sociale.

Il n'est point de mécanismes qui, un jour ou l'autre, ne se dérèglent.

GOUVERNEMENT

Sourds et incapables

Histoire

Mitterrand capétien ?

p. 8-9

Idées

Les "psy" en émoi

p. 9

Oiseaux sans frontières

Après avoir montré les terribles conséquences du tremblement de terre au Pakistan, les chaînes de télévision se sont contentées d'assurer un service minimum de la compassion médiatique : priorité aux nouvelles vraiment alarmantes.

Après la Chine, la grippe aviaire arrivait en Europe. La mort suspecte de volatiles turcs avait déclenché l'alerte médiatique, mais on espérait encore que les oiseaux migrateurs s'en iraient directement en Afrique. Or ces irresponsables volatiles mirent le cap à l'Ouest, s'abattant comme un vol de gerfauts sur la Turquie puis la Roumanie, contaminant canards, dindes et autres bipèdes à plumes.

La mort suspecte de six cygnes croates, nés natifs de Zdenci et purs de toute hérédité serbe, jetèrent le trouble dans les rédactions. La panique pointa son vilain bec lorsque, au mépris des conditions d'entrée dans l'espace Schengen, le virus H5N1 tua une vingtaine d'oies cendrées et de canards colverts près de Coblenze.

Telle était du moins la nouvelle répandue à tous vents,

car il s'avéra rapidement que les palmipèdes coblençais n'avaient pas été contaminés par des oiseaux migrateurs turcs - ni même par des piafs est-allemands. L'angoisse ne diminua pas pour autant. Tandis que les Pakistanais continuaient de souffrir dans leurs montagnes depuis toujours délaissées par les agences de tourisme occidentales, le gros œil médiatique se tourna vers l'Angleterre. Un perroquet importé le 16 septembre du Surinam y était décédé alors qu'il avait été mis en quarantaine non loin d'oiseaux taïwanais (1).

L'étrange affaire du migrant psittacidé ne fit pas long feu : les médias français ayant pour premier souci de faire écho aux préoccupations des vraies gens de France, comme on l'a vérifié lors de la campagne référendaire, leurs projecteurs se concentrèrent sur les oiseaux français.

On se pencha sur les cadavres de onze étourneaux trouvés à Mâcon au pied d'un arbre : ils eurent après autopsie le bonheur posthume d'être déclarés purs de toute oïe turco-musulmane contaminée lors de relations non protégées avec un canard cambodgien. Alors que, le même jour (26 octobre), l'Autorité européenne de sécurité alimentaire déclarait qu'il n'y avait « aucune preuve » de contamination d'êtres humains par consommation d'aliments, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), annonça le 24 octobre qu'il n'était pas nécessaire de confiner nos poulets. Ce qui n'empêcha pas le ministère de l'Agriculture de décider (25 octobre) le confinement des élevages de volailles en plein air dans 21 départements survolés par des migrants, certainement attentifs à nos délimitations administratives.

La surveillance médiatique du ciel français fut brutalement interrompue par les déclarations de l'abbé Pierre (27 octobre) révélant qu'il avait « connu l'expérience du désir sexuel et de sa très rare satisfaction » ce qui nous valut une avalanche de commentaires qui recouvrit les informations en provenance du Pakistan : les dons aux organisations humanitaires étaient rares, les secours sur place étaient trop lents, mais la sexualité capucinale primait sur la souffrance de trois millions de rescapés habitant un pays qui a une très mauvaise image de marque (intégrisme, bombe atomique, turbans).

On revint en hâte au virus H5N1 car trois Réunionnais de retour d'Asie présentaient les signes d'une contamination. La nouvelle fut répercutée à tous les échos jusqu'au moment (28 octobre) où nos concitoyens furent déclarés sains et saufs. De La Réunion, on nous fit bondir en Albanie, où 3 360 volailles grecques ont été enterrées vivantes. Triste nouvelle, à l'évidence plus préoccupante que la situation des immigrés albanais en Grèce, dénoncé par un rapport d'Amnesty international qui accuse la police hellène de meurtres, viols et violences commis sur des ressortissants albanais. L'ordre de Sparte règne en Schengen.

Angélique LA CANE

(1) Bertrand Delanoë s'empressa de convoquer secrètement ses camarades roses et ses alliés verts dans une cave de sa mairie pour programmer l'étranglement du *Perroquet libéré* et le confinement de son directeur, François Devoucoux du Buysson.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Oiseaux sans frontières - p.3 : Un héritage à liquider - Guingouin - p.4 : Précaires - La politique de la terreur - p.5 : Barbaresques - p.6/7 : Dans l'esprit capétien ? - p.8 : *Le Débat* - De Gaulle et Roosevelt - p.9 : La psychanalyse en émoi - p.10 : Sexy - Un certain Louis Perceau - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Violences urbaines.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Un héritage à liquider

Guingouin

Avant le congrès du Parti socialiste, les hiérarques hollandistes et divers chefs de clans ne s'étaient toujours pas aperçus que la majorité des Français voulait un changement radical de politique économique et sociale, autrement dit une révolution faisant table rase de l'héritage social-libéral.

Une révolution ? Oui, vous avez raison : la situation est prérévolutionnaire, on peut même dire qu'elle est insurrectionnelle ! La réplique, vieille de dix ans, est celle d'un apparatchik socialiste très haut placé. Elle revient toujours, avec des variantes dans le constat et la surenchère verbale. A quoi bon contrarier l'interlocutrice ? Aller dans son sens, voire au-delà, permet de clore rapidement la discussion et d'en revenir aux affaires importantes – du ministère, de la mairie, de la fraction.

Quant aux « avertissements » de l'opinion, ils sont évacués selon les méthodes de ce qu'on appelle maintenant la « communication de crise » : prise de conscience et serment de vigilance, effets d'annonce consciemment mensongers, humble retour au « pragmatisme », devenu synonyme du laisser-faire. Les socialistes nous ont fait le coup après la courte victoire du Oui à Maastricht, après l'élimination de Lionel Jospin en 2002, après le référendum du 29 mai dernier. *Mea culpa* de pêcheurs endurcis, fermement décidés à recommencer.

Les socialistes ? Il faut distinguer les militants socialistes convaincus, généralement des salariés moyens qui ont les mêmes difficultés que la majorité de nos concitoyens, les notables qui vivent dans le confort des collectivités dé-

centralisées et la haute caste, celle des oligarques.

Les militants sont profondément divisés depuis un an sur des questions de fond (socialisme ou social-libéralisme) qui ont été tranchées lors du référendum.

Les notables et leurs clients sont spontanément conservateurs – de l'ordre des choses et de l'actuelle direction du Parti socialiste comme l'a montré le choix majoritaire des parlementaires et des présidents de région en faveur de François Hollande.

Les oligarques roses ont les mêmes revenus (élevés), les mêmes mœurs, les mêmes loisirs que les oligarques de droite ; ils adhèrent par résignation, conformisme ou (et) intérêt personnel à l'ultra-libéralisme comme nous l'avons montré à maintes reprises.

Laurent Fabius était l'un des représentants de cette oligarchie de gauche jusqu'à son entrée en campagne contre le défunt « traité constitutionnel ». La victoire du Non pourrait en faire le chef de l'opposition réellement socialiste et communiste et il pourrait devenir président de la République s'il décidait de prendre la tête de l'ensemble des forces contestataires en s'alliant aux gaullistes authentiques et au patronat protectionniste.

Est-ce possible ? Il faudrait que le fils politique de François Mitterrand gagne la

bataille du congrès et la bataille de l'investiture des socialistes car il ne fera par cavalier seul comme il l'a lui-même déclaré. Pour cela, il lui faudra s'allier avec des ennemis déclarés de la V^e République (Arnaud Montebourg) et divers ambitieux qui ne sont pas convaincus de la nécessité d'une totale liquidation de l'héritage deloriste, rocardien et jospiniste...

Il faudrait aussi et surtout que Laurent Fabius puisse se libérer de son propre passé qui lui est actuellement renvoyé à la figure chaque fois qu'il prend position. Laurent Fabius dénonce une fiscalité trop favorable aux riches ? La droite lui rappelle ses propres choix fiscaux. Laurent Fabius déplore la violence dans les quartiers populaires ? La droite lui rappelle qu'il est lui aussi responsable de la détresse sociale. Laurent Fabius annonce qu'il renationalisera EDF ? Les socialistes hollandistes lui rappellent, preuves à l'appui, qu'il fut partisan de la privatisation de l'entreprise.

Comment se sortir de cette nasse ? En s'engageant solennellement, devant la nation, sur un programme susceptible de rassembler socialistes, communistes, gaullistes et entrepreneurs patriotes : nationalisation des secteurs-clés, forte hausse des salaires, financement budgétaire du développement, politique européenne fondée sur la maîtrise de l'instrument monétaire et sur la définition d'un tarif extérieur commun...

Ceci pour la stratégie. Quant à la tactique, Laurent Fabius la trouvera dans les *Mémoires* du général de Gaulle.

Annette DELRANCK

Georges Guingouin est mort à Troyes le jeudi 27 octobre. L'histoire de ce héros de la Résistance est exemplaire et tragique. Instituteur, militant communiste, blessé au front en 1940, il rejoint le Limousin et prend immédiatement le maquis, rassemblant autour de lui les paysans communistes sans suivre la ligne de son parti, qui attend l'invasion de l'Union soviétique pour entrer dans la lutte patriotique.

Sous l'impulsion de Georges Guingouin, la Résistance en Limousin devient au fil des combats une force considérable : en juin 1944, elle retarde l'avance de la division SS *Das Reich* et sauve ainsi la tête de pont allié en Normandie comme le soulignera le général Eisenhower. Le 21 août, celui qu'on appelle « le préfet du maquis » obtient la reddition du général Geiniger et libère Limoges sans effusion de sang.

Fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle, le premier maquisard de France devient maire de Limoges de 1945 à 1947. Exclu du Parti communiste en 1952, victime d'une campagne de harcèlement et de diffamation menée selon les méthodes stalinienne, il fait l'objet d'une tentative d'assassinat alors qu'il est emprisonné à Brive. C'est en 1959 seulement qu'il sera innocenté du délit de droit commun dont on l'accusait.

Georges Guingouin a été enterré le 4 novembre à Saint-Gilles-les-Forêts, là où il avait pris ses fonctions d'instituteur et commencé son action de Résistant.

Yves LANDEVENNEC

☞ Cf. Michel Taubmann - « L'affaire Guingouin », Ed. Lucien Souny, 1994, prix franco : 20 €. Voir *Royaliste* n° 635.

Précaires

La politique de la terreur

Premier novembre : après deux mois d'une mobilisation pour laquelle Internet a joué un grand rôle, les stagiaires sortent de l'ombre.

Mais ils sortent masqués ! Lors de la manifestation parisienne du *Mouvement Génération Précaire* (1), les militants portaient un masque blanc, à la fois pour éviter la répression patronale et pour signifier qu'ils sont invisibles dans la société.

Ces jeunes gens voués à une existence fantomale sont environ un million dans notre pays. Depuis des années, des entreprises privées et publiques les utilisent pour faire l'économie de salariés : ils n'ont ni contrat, ni salaire, ni droits !

Soutenus par des universitaires, dont Jean-Marie Chevalier, professeur d'économie à Paris-Dauphine, les stagiaires ont décidé de multiplier les actions (réunions, occupations-éclair d'entreprises *stagiophages* et saturation de leurs sites électroniques) qui aboutiront à une grève générale le 24 novembre.

Objectif : obtenir des stages rémunérés, une protection sociale, la limitation de la durée des stages et l'adoption de quotas de stagiaires en rapport avec la masse salariale de l'entreprise.

Somme toute, des revendications normales destinées à faire cesser une situation intolérable pour les étudiants et les étudiantes soumis à toutes les formes d'exploitation. Si le gouvernement continue de fermer les yeux, il ne devra pas s'étonner de la radicalisation du mouvement de révolte d'une génération sacrifiée.

Jean CISTUDE

(1) <http://www.generation-precaire.org>

Avec un taux de chômage de 8,6 % en Europe et de 9,90 % en France, nous sommes bien loin du plein emploi. La précarisation du travail, illustrée récemment par la promotion des Contrats Nouvelle Embauche, est souvent l'antichambre de la misère.

Selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, il y a environ un million de « travailleurs pauvres » en France. « La rue est en train de se modifier profondément depuis quelques années : on voit, en même temps, de plus en plus de jeunes, de plus en plus de travailleurs, de femmes, et de personnes âgées », explique Patrick Rouyer, directeur des missions sociales d'Emmaüs, cité par l'AFP, à l'occasion de la *Journée Mondiale du Refus de la Misère* qui s'est déroulée le 17 octobre dernier.

La crainte légitime des travailleurs face à la « déferlante des délocalisations », la peur du chômage, la récession économique, ne contribuent pas à créer un climat euphorique :

Le taux de croissance de notre PIB, en volume, c'est-à-dire non corrigé de l'impact de l'inflation, s'est élevé à 1,2 % en 2001, 0,8 % en 2002 et 2,2 % en 2004 (1). Déduction faite du taux d'inflation compris entre 2 et 3 %, la croissance devient récession. En glissement annuel, au 30 juin 2005, le taux de croissance du PIB de la zone Euro s'établit à 1,1 %. Nous sommes donc bien en récession et non en situation d'expansion incontrôlée de l'économie depuis plusieurs années.

Le quotidien financier *L'Agefi* du 24 octobre nous apprend que « la hantise du chef économiste de la BCE, M. Otmar Issing (ce sont) les

hausse de salaires ». Nous apprenons plus loin dans l'article que : « La bête noire de ce banquier central a toujours été le risque de dérapage de l'inflation par les salaires ». L'événement déclencheur de cette obsession fut la demande du syndicat allemand IG METAL d'une progression de 4 % des salaires en 2006. Or, l'objectif premier de la BCE est la lutte contre l'inflation et la surveillance des déficits budgétaires nationaux plafonnés à 3 % du PIB. Il n'est ni le plein emploi, ni le bien-être des travailleurs.

Pour ce fanatique, si les salaires montent, puisqu'ils composent l'essentiel du coût de production d'un produit ou d'un service, alors les entreprises sont contraintes d'élever leurs prix, ce qui génère de l'inflation. Ce raisonnement attire de nombreuses critiques car, par exemple, la hausse des salaires peut rémunérer une amélioration de la productivité et peut également ne pas être répercutée dans les prix à la consommation du fait de la compétition internationale. Comme tout étudiant en première année d'économie l'apprend, l'inflation provient d'un excès de la demande sur l'offre.

La récession économique et l'appauvrissement des travailleurs ne contribuent pas à créer les conditions d'un excès de la demande-consommation ; bien au contraire. L'hystérie de M. Issing n'est alors compréhensible qu'au regard de l'idéologie libérale qui voit en la

régulation du marché du travail, dans une économie malthusienne imaginée comme un gâteau qui ne pourrait s'agrandir, la cause majeure de l'inflation.

La défense des intérêts des rentiers inspire cette politique. L'inflation érode en effet le capital. En France, « les profits et les rentes représentaient 30 % du PIB en 1975, les salaires 70 % : ceux-ci ne représentent plus que 60 % en 2003 malgré une augmentation considérable du nombre de salariés (...) Il est clair qu'il y a eu un énorme transfert des revenus du travail vers les rentes et les profits. » (2)

M. Issing, en défenseur du capital, envisage sérieusement la remontée des taux directeurs de la BCE, qui aura pour effet immédiat de renchérir le loyer de l'argent, de freiner la demande de crédits et donc les investissements. En toute connaissance de cause, c'est un ralentissement de l'économie qui est souhaité, avec son cortège de misères et de chômeurs supplémentaires.

À nouveau, il devient urgent de stopper cette politique suicidaire imposée par la BCE aux peuples de l'Europe.

Jean LATOUR

(1) Source Insee.

(2) Bernard Maris, « *Antimanuel d'économie* », Éd. Breal, 2003, p. 273 (prix franco : 19 €). Cet excellent économiste cite les propos tenus par le Premier ministre Raymond Barre en 1976 qui décida que l'État paierait les intérêts de sa dette au-dessus de l'inflation en s'écriant « Je place l'État au service des créanciers, des épargnants. Finie l'inflation qui érode le capital. Vive les rentiers ! ». Finies les Trente Glorieuses, la monnaie se renforce, le chômage augmente.

Barbaresques

La Méditerranée redevient la mer de tous les périls. L'Europe se cherche une politique.

Il est question de célébrer le 27 novembre en grande pompe les dix ans du processus euro-méditerranéen de Barcelone (1). La décennie correspond au mandat de Jacques Chirac dont le grand dessein serait de rester dans l'Histoire comme l'homme du traité d'amitié avec l'Algérie ainsi que de Gaulle l'avait fait avec l'Allemagne en janvier 1963. Pour obtenir une signature avant la fin de l'année, il y mettra le prix qu'il faudra, quitte à voir monter les enchères et le traité être assorti de déclarations qui le videront de sens. Qu'importe, la grande Histoire retiendra le traité et lui seul.

Il y a beaucoup plus en jeu qu'une querelle sur le passé, de la torture durant la guerre d'Algérie ou de l'œuvre civilisatrice. Il y va de l'avenir commun. L'objectif est-il en Méditerranée de créer un couple franco-algérien comme il y a en Europe un couple franco-allemand, chaque pays étant le premier partenaire de l'autre dans la région, politiquement, économiquement, culturellement et socialement ? Si oui, c'est parfait mais il faut en vouloir toutes les conséquences.

La première de ces conséquences, si l'on se rapporte encore au précédent franco-allemand, est l'unité du Maghreb. L'Union du Maghreb Arabe (UMA) n'a jamais pris son envol. Chaque pays joue de plus en plus cavalier seul, ce qui ouvre de larges fenêtres à l'influence américaine. Le Maroc a ainsi signé avec les États-Unis en 2004 un important accord de libre-échange parfaitement

contradictoire avec son accord d'association avec l'Union européenne. La Libye est désormais au mieux avec Washington, ce qui devrait lui ouvrir les portes du processus de Barcelone. L'Algérie est courtisée par l'Otan dans le cadre de la lutte antiterroriste dans le Sahel. Bref, tout se passe comme si les États-Unis s'introduisaient subrepticement comme partenaire majeur du processus euro-méditerranéen. Ils devraient donc y demander leur entrée.

Or, ces liens que chaque pays du sud de la Méditerranée cherche à développer pour lui-même sont autant d'obstacles à leur coopération commune. Les pays européens du sud ne sont pas les derniers à jouer solo avec eux. Les Espagnols ont instrumentalisé le Maroc jusqu'au fiasco des vagues d'immigrés contre les barbelés de Ceuta et Melilla. Les Italiens opèrent directement sur le sol libyen. Les appareils répressifs de ces deux pays étaient trop heureux de rendre ce service qui les valorisait. L'Algérie se trouvait fort aise que les clandestins soient repoussés chez ses voisins plutôt que chez elle. On a vu le résultat. Toute la politique de contrôle de l'immigration en Méditerranée est à reconstruire. On se croirait revenu au temps des Barbaresques, des galères corsaires, des captifs, des bagnes, des rançons, d'un esclavage qui ne dit plus son nom...

Quelle perspective peut-on offrir aux pays du sud de la Méditerranée ?

Le roi du Maroc avait demandé l'adhésion à la Communauté européenne dès 1987.

Mohamed VI a requis la parité avec la Turquie, argument dont se sont servis les adversaires de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie, méconnaissant les différences structurelles entre les deux situations.

La logique du processus de Barcelone est comme avec les pays de la bordure orientale de l'Union une relation de *voisinage*. Reste à lui donner un contenu autre que purement sécuritaire de contrôle des frontières extérieures de l'Union.

Le futur traité d'amitié franco-algérien pourrait ouvrir la voie à une nouvelle relation euro-méditerranéenne. Il ne doit pas être conçu dans un cadre purement franco-français ou algéro-algérien où s'affronteraient à nouveau francophonie et arabité. Mais il ne doit pas être non plus un instrument d'exclusion des voisins, tant au nord qu'au sud de la Méditerranée. Le choix algérien de la France, comme le choix français des Algériens, clairs et sans complexes, devraient mettre fin à la fausse symétrie avec le Maroc. Mais ils ne réussiront que si, à partir de là, un nouveau dialogue est renoué entre Algérie et Maroc d'une part, France et Maroc d'autre part. Hors de cela, c'est la dérive assurée pour ce pays et ses voisins.

Yves LA MARCK

(1) Les 27 et 28 novembre 1995, à Barcelone, les gouvernements de 27 pays, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne ont créé le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) avec pour objectif principal de faire du bassin euro-méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération en vue de garantir la paix, la stabilité et la prospérité.

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - La princesse Letizia, épouse de l'héritier du trône d'Espagne Felipe de Bourbon, a donné naissance le 31 octobre à une fille prénommée Leonor. Il s'agit du septième petit-enfant du roi Juan Carlos et de la reine Sofia. Leonor aura le titre d'Infante, Princesse des Asturies, de Viana y Gerona, avec rang d'Altesse royale. Elle vient en seconde position, après son père, dans la ligne de succession au trône d'Espagne. Mais elle ne conservera ce rang que si elle est fille unique ou si elle n'a que des sœurs, ou encore si la Constitution espagnole est modifiée. La Constitution actuelle consacre en effet la prééminence masculine dans la succession au trône. Une modification semble souhaitée mais se heurte à la complexité du processus de modification de la Constitution : approbation au deux tiers dans les deux Chambres, dissolution des Chambres, réapprobation au Congrès des députés et au Sénat et enfin référendum. Tout ceci devant être réalisé avant la naissance d'un deuxième enfant du couple princier faute de quoi il faudrait que la réforme soit rétroactive. En ce cas se poserait alors le problème du prince héritier Felipe qui a deux sœurs aînées Elena et Christina.

♦ **MONACO** - Après les cérémonies, plus spécialement réservées aux Monégasques, qui avaient marqué l'avènement du prince Albert II le 12 juillet dernier, ce sera en présence de nombreuses délégations étrangères qu'aura lieu son intronisation officielle à Monaco du 17 au 19 novembre. Les chaînes de télévision française (TF1 et France 2) rendront compte en direct des cérémonies du 19 novembre de 9h45 à 13 h. Sur France 2 ce seront, entre autres, Frédéric Mitterrand et Stéphane Bern qui en assureront la présentation.

♦ **MAROC** - Les Marocains ont célébré le 6 novembre, le 30^e anniversaire de la Marche verte qui avait permis, en 1975, au roi Hassan II de marquer la prédominance du Maroc sur les territoires du Sahara espagnol que Madrid avait décidé d'abandonner d'une manière unilatérale. Depuis, cet événement est commémoré chaque année et est devenu un symbole de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du royaume. Dans son discours le roi Mohammed VI a réaffirmé : « *L'attachement du Maroc à la marocanité de son Sahara* » ainsi que sa volonté « *de trouver une solution politique négociée qui confère à nos provinces du Sud une autonomie permettant à leurs populations de gérer leurs propres affaires régionales dans le cadre de la souveraineté du Royaume, de son unité nationale et de son intégrité territoriale.* »

♦ **JAPON** - Alors que le gouvernement a fait savoir qu'il attendrait les conclusions définitives du comité d'experts chargé d'étudier la possibilité d'ouvrir le trône du Chrysanthème aux femmes, un cousin de l'empereur Akihito, le prince Tomohito, 59 ans, a exprimé publiquement son opposition catégorique au projet. « *Je me demande si nous sommes en droit de modifier le cours de l'histoire de notre pays ainsi que nos traditions, uniques au monde* » a-t-il déclaré.

Dans l'esprit capétien ?

François Mitterrand fut-il le *dernier des Capétiens* comme l'assure Guy Gauthier, magistrat et historien, dans un livre qui vient d'être publié ? ⁽¹⁾. Invité à défendre sa thèse devant le public de nos Mercredis parisiens, l'auteur, qui reprend une formule utilisée par le défunt comte de Paris, a affronté avec talent les critiques qui lui ont été adressées au cours de la soirée. Sans prétendre clore le débat, Bertrand Renouvin reprend les définitions de la monarchie et de la royauté et donne son point de vue sur les relations entre le prince et le président.

De grâce, si je puis dire, ne tirons pas d'une boutade un jugement politique. Je n'ai jamais entendu le comte de Paris dire que François Mitterrand était le *dernier des Capétiens*. Je ne doute pas que le prince ait effectivement prononcé ces mots, sans doute à la manière dont le général de Gaulle lançait les formules provocantes et drôles qu'on commente aujourd'hui comme si elles avaient la force d'une pensée ou d'une opinion couchées par écrit.

Pour clarifier le débat, il importe de rappeler une vérité historique et un principe juridique : il y a une dynastie capétienne qui a commencé son aventure historique en 987 sur le territoire qui allait devenir la France. Cette dynastie est soumise à la loi de succession formulée par les légistes, qui désigne la personne royale en charge de l'État.

Ces lois fondamentales continuent de désigner les princes dynastes lorsque les Capétiens ne sont pas au pouvoir : le comte de Paris était chef de la Maison de France, à laquelle François Mitterrand n'appartenait évidemment pas. Le présenter comme *roi* relève de l'amusante polémique chère au *Canard Enchaîné*, et c'est seulement par métaphore qu'on peut le présenter comme *capétien*. Telle est du moins la position des royalistes, fidèles à une dynastie incarnée par un prince juridiquement désigné par la règle qui le dispose à exercer du pouvoir.

Cela dit, la formule utilisée par Guy Gauthier est intéressante dans la mesure où elle attire à nouveau l'attention sur la Constitution de la V^e République, aujourd'hui radicalement contestée par certains ténors socialistes.

Il y a bien eu, de 1958 à 1962, l'institution démocratique

de d'une monarchie élective : ce régime fondé sur le consentement populaire assure l'unité de la décision politique et la continuité de l'État. Le comte de Paris avait immédiatement reconnu le caractère monarchique de nos institutions et apporté son soutien au fondateur de la V^e République. Contrairement à Guy Gauthier, nous maintenons ici, preuves surabondantes à l'appui, que le premier président de la V^e République souhaite effectivement que le comte de Paris soit élu président après lui (2).

Quant aux relations entre François Mitterrand et le comte de Paris, elles ont été, jusqu'au début des années quatre-vingt, moins étroites qu'on ne le dit. Certes, il y a cette visite du jeune François au Manoir d'Anjou, dont le prince et le président m'ont tous deux parlé. Mais François Mitterrand et le comte de Paris ne se sont pas vus pendant la guerre et, sous la IV^e

République, après le retour d'exil, les échanges entre les deux hommes ne me semblent pas avoir été très intenses.

L'examen des agendas du prince, très bien tenus par son secrétariat, permettrait de dénombrer les rencontres avec François Mitterrand. Lorsqu'il évoquait avec moi cette période, le comte de Paris citait toujours Pierre Mendès-France, qu'il admirait, et Edgar Faure, pour lequel il avait de la sympathie. À partir de 1978, plusieurs militants de la Nouvelle Action royaliste (Régine Judicis, moi-même...) incitèrent le prince à rencontrer le candidat de la gauche, en marche vers le pouvoir. Le prince différa la rencontre et déclara son abstention lors de l'élection de 1981 - mais encouragea les dirigeants de la NAR à voter pour Mitterrand. C'est au début du premier septennat que les relations entre le président et le prince devinrent fréquentes, confiantes et manifestement fort amicales.

Mais l'*abdication* du chef de la Maison de France en faveur de François Mitterrand est invraisemblable. Jamais il n'y eut le moindre texte exprimant une telle décision, impossible en droit dynastique français. Lors de l'examen de la situation politique que je faisais, chaque semaine ou presque, avec le comte de Paris, jamais, même sous forme de boutade,

le prince n'a évoqué une abdication. Au contraire, le chef de la Maison de France a affirmé jusqu'à la fin de sa vie qu'il était prêt à prendre ses responsabilités politiques. La titulature des princes Jean et Eudes de France, en septembre 1987 à Amboise, montre par ailleurs combien le chef de la Maison de France était soucieux de sa succession dans le long terme.

Si l'on plaque la symbolique royale sur la monarchie élective, et les images de l'ancienne France sur le mode d'exercice du pouvoir, en France, à la fin du XX^e siècle, on risque fort de manquer, par excès de synthèse historique, ce qu'il y a de singulier dans l'aventure politique de François Mitterrand.

De son vivant, je l'avais défini dans un éditorial, non comme un socialiste, mais comme un républicaniste de gauche : dans le paysage idéologique des deux derniers siècles, telle était sa pensée - ou plutôt son imaginaire. Pas une conversation avec moi sans qu'il n'évoque le combat contre ce bonapartisme qui lui avait semblé revivre avec le gaullisme ; mais à l'Élysée, il se considérait parfois comme l'héritier du général de Gaulle et, dans une conversation détendue dont je fus le témoin, il avait demandé l'avis du comte de Paris : le prince lui avait répondu par l'affirmative et l'avait encouragé, au nom de la continuité de l'État, à se présenter à l'élection présidentielle de 1988...

Mais François Mitterrand ne se définissait pas seulement par rapport à la tradition républicaniste qui s'affirme entre 1848 et 1968 : c'est dans l'histoire millénaire de la France qu'il voulait inscrire son action personnelle. Sans rien renier de ses fidélités républicanistes ni des liens qui l'unissaient aux socialistes, le chef de l'État élu en 1981 avait noué une relation avec les plus éminents de ses prédécesseurs - des premiers Capétiens à Charles de Gaulle.

Pour autant que je puisse en juger, cette relation n'était pas

mystique, mais essentiellement politique. Comme le général de Gaulle, comme le comte de Paris, François Mitterrand maintenait à travers les siècles un dialogue constant avec les serviteurs de l'État par le biais des livres d'histoire et des lieux qu'il visitait. Il éprouvait pour sa patrie un amour qui n'était pas joué et il jugeait selon ce critère affectif. Il me disait du comte de Paris : « *C'est un patriote !* » et c'est ainsi qu'il définissait, à travers moi, les militants de la Nouvelle Action royaliste : des patriotes et des représentants de la plus ancienne tradition politique du pays.

En un moment où la Famille de France traversait une crise dont il n'ignorait rien, le président de la République française (et non pas seulement François Mitterrand, ami du comte de Paris) aurait voulu qu'elle se rassemble pour le service de la nation comme, me précisait-il, les autres familles royales écartées de l'exercice du pouvoir. Le jour où, par le jeu des questions qu'il me posait, sa déception fut le plus vivement exprimée, c'est encore par une évocation du patriotisme du comte de Paris qu'il termina notre entretien sur ce point sensible. Il y avait là un acte de confiance, qui ne s'expliquait pas par une fidélité royaliste secrètement maintenue (hypothèse romantique qui ne repose sur aucun élément véritable) mais d'une fierté nationale dont on peut sourire mais qui n'est pas sans signification : *parce qu'elle est française, la famille royale de France est, malgré tout, la meilleure de toutes les familles royales d'Europe.*

Le sentiment patriotique de ce républicaniste de gauche se mêlait au souci éminemment politique du chef d'État républicain, garant du bien commun et de l'unité nationale. Nous avons publié ici des dizaines d'articles qui soulignent la difficulté, pour le chef d'un camp, d'être l'homme de toute la nation. François Mitterrand s'efforçait

d'être digne de sa fonction constitutionnelle et c'est en ce sens qu'il se situait dans le fil de la tradition capétienne.

Il est vrai qu'il utilisait souvent le langage des rois capétiens, comme le montre minutieusement Guy Gauthier avant d'en tirer des conclusions que je conteste : ce n'était pas pour s'inscrire dans la lignée capétienne que François Mitterrand parlait ainsi, mais parce que les Capétiens furent nos premiers hommes d'État, les premiers artisans de l'unité française, les fondateurs de la nation, indépendante, souveraine.

Comme Charles de Gaulle, aussi mon-archiste et beaucoup plus royaliste que François Mitterrand, notre président de gauche se voulait garant de la continuité, le défenseur du *pré carré*, déterminé à brandir la menace du feu nucléaire. Il se montrait homme d'État lorsqu'il évoquait « *la pointe inaltérable de la décision* », affirmant ne pas pouvoir partager sa décision à l'instant ultime où elle doit être prise, après le moment de la délibération. La plupart des dirigeants du Parti socialiste qui acceptaient la V^e République parce que le régime leur permettait de rester au pouvoir ou de le reconquérir ne comprenaient rien à l'esprit des institutions, se souciaient comme d'une guigne de l'histoire millénaire de la France et récusait le principe de la décision personnelle prise par le chef d'État légitime. C'est avec soulagement que ces personnages



■ Le comte de Paris, l'héritier des Capétiens, mais pas le dernier...

participèrent ensuite à la destruction des institutions que François Mitterrand préservait - tout en estimant qu'elles redeviendraient dangereuses après lui.

Le comte de Paris le félicitait volontiers, et publiquement, de défendre l'acquis gaullien et de maintenir, à sa manière, les principes de la diplomatie gaullienne. Sans calculs opportunistes, sans la moindre démagogie, le chef de la Maison de France voulait sauver ce qui pouvait l'être, en confortant un homme qui avait une conscience historique et qui agissait en politique. À la fin du deuxième septennat, évoquant l'avenir avec le prince, nous nous disions que, de droite ou de gauche, les successeurs de François Mitterrand n'auraient pas ces qualités premières. Ce qui s'est vérifié au-delà de tout ce que nous pouvions redouter.

Bertrand RENOUVIN

■ (1) Guy Gauthier - « **François Mitterrand, le dernier des Capétiens** » - France-Empire, prix franco : 20 €.

(2) Nous reprendrons cette question en début d'année prochaine, lors de la publication de l'ouvrage que Philippe Delorme consacre au chef de la Maison de France.

Le Débat

De Gaulle et Roosevelt

Voici un numéro remarquable, dense comme d'habitude, passionnant pour les militants qui ont participé à la campagne du référendum, nécessaire pour comprendre la réorientation du débat sur la politique économique dans notre pays.

Sur la *France et le choc du 29 mai* les contributions de Jean-Pierre Le Goff et de Paul Thibaud sont à étudier de très près, les propos de René Rémond sont hautement significatifs et l'analyse de Stéphane Rozés, montrant que Bruxelles prive les oligarchies nationales de la maîtrise du cours des choses « *en échange du confort de l'irresponsabilité* », sonne cruellement juste.

Nous sommes également très satisfaits de constater que *L'Avenir du capitalisme*, l'ouvrage de Jean-Luc Gréau que nous avions présenté il y a quelques mois à nos lecteurs, fait aujourd'hui l'objet d'une vaste discussion : aux deux ultra-libéraux qui contestent plus ou moins ses analyses et qui récusent ses propositions, Jean-Luc Gréau, excellent conjoncturiste et libéral conséquent, oppose des réponses pertinentes (sur les déficits américains, sur la protection commerciale et la politique monétaire, sur le pouvoir des actionnaires) qui constituent une indispensable actualisation de son ouvrage.

Dans le domaine culturel, les articles sur le cinéaste Bertrand Tavernier et sur la *langue française dans la mondialisation* méritent une lecture attentive.

Jacques BLANGY

📖 (1) *Le Débat*, numéro 136 septembre-octobre 2005, Gallimard, prix franco : 15 €.

Voilà deux hommes qui avaient tout pour s'entendre : Roosevelt était francophone et francophile, de Gaulle un admirateur de la puissance américaine. Et pourtant, leurs relations furent marquées par une incompréhension réciproque. Pourquoi ?

François Kersaudy nous l'explique dans un ouvrage parfaitement documenté mais qui se lit comme un roman (1). Il prend la suite du livre qu'il a écrit sur les relations entre de Gaulle et Churchill (2). Ce dernier se montre d'ailleurs très présent auprès du président américain, tantôt comme intercesseur du Général, tantôt comme un adversaire résolu. Au-delà des analyses des personnalités que François Kersaudy propose pour expliquer les malentendus et les nombreux conflits entre de Gaulle et Roosevelt, il nous livre de nombreux faits qui les éclairent.

A la différence de Churchill, Roosevelt n'a jamais cru au succès du Général avant la fin de 1944. Il s'en est toujours défié, le considérant comme dangereux pour les intérêts américains. Il a toujours tenté de le contrer ou de le contrôler, parfois avec une naïveté confondante. En 1940, Roosevelt préfère faire confiance à Pétain qui maintient son autorité sur les possessions françaises de l'hémisphère occidental et sur l'essentiel des colonies africaines et qui dispose de troupes importantes en Afrique du Nord ainsi que d'une flotte. Il suit en cela l'opinion de la presse américaine qui décrit de Gaulle comme un aventurier et un *royaliste ambitieux*, ce qui n'a rien d'un compliment aux États-Unis. Cette prévention se vérifiera plus tard en 1942 en Afrique

du Nord où les Américains joueront la carte de Darlan puis de Giraud avec beaucoup de cynisme pour contrer la *France Libre*. Le Général ne pourra d'ailleurs jamais comprendre, ni accepter cette attitude des Américains. Il aura d'ailleurs des mots très durs à ce propos, avant comme après la conférence d'Anfa en 1943, censée le réconcilier avec Giraud.

La seconde raison de ces malentendus vient de la question coloniale. Roosevelt tente, par tous les moyens possibles, de favoriser l'indépendance des colonies françaises, comme anglaises. Il n'hésite pas, par exemple en 1943 lors de son déplacement à Anfa, à soutenir publiquement les revendications du Sultan du Maroc en lui proposant son aide... Il n'apprécie donc guère la politique que le *la France Libre* au Levant, visant à rétablir l'autorité de la France sur la Syrie et le Liban et fait tout son possible pour empêcher l'installation du *Gouvernement Provisoire de la République Française* à Alger. Gouvernement qu'il reconnaît tardivement sous la pression des Anglais et du bout des lèvres, notamment pour que les Américains conservent toute leur influence sur l'Afrique du Nord en vue d'en favoriser l'émancipation.

Leur vision de la France d'après-guerre s'oppose également radicalement. La débâcle de 1940 incite Roosevelt à considérer la France comme un

pays ingouvernable qu'il conviendra de placer sous tutelle américaine au sein d'un vaste ensemble européen, en modifiant d'ailleurs partiellement ses frontières. Le moins que l'on puisse dire est que le Général lui oppose une conception de l'indépendance de notre pays qui ne peut qu'amener des conflits incessants dans les semaines qui précèdent le débarquement en Normandie et qui se poursuivront jusqu'à la fin de la guerre.

Ce duel au sommet se livre largement par entoursages interposés, car les deux hommes ne se connaissent pas et ne se rencontrent que deux fois en 1943 puis en 1944. Beaucoup de ces malentendus, entre l'un et l'autre, seront provoqués par des conseillers plus ou moins bien intentionnés. Kersaudy nous dresse ainsi le portrait de personnages peu connus, comme l'amiral Leahy, ambassadeur de États-Unis à Vichy ou Cordell Hull, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères et favorable aux gaullistes. Du côté français, il nous livre une description savoureuse des querelles qui divisent les représentants de la *France Libre* aux États-Unis qui agissent parfois sans l'aval du Général... De Gaulle conservera, paradoxalement une grande estime pour Roosevelt après sa mort en 1945, ne voulant retenir que le rôle irremplaçable des Américains pour la libération de notre pays.

Jacques DORÉMIEUX

📖 (1) François Kersaudy – « *De Gaulle et Roosevelt, le duel au sommet* », éditions Perrin, prix franco : 24 €.

📖 (2) François Kersaudy – « *De Gaulle et Winston Churchill, la mésentente cordiale* », éditions Perrin, 2001, prix franco : 23 €.

La psychanalyse en émoi

Les coups sont tombés drus ces derniers mois, à la suite de la publication d'un livre extrêmement polémique contre la psychanalyse (1). Les journaux se sont fait l'écho de cette charge, non sans donner la parole aux agressés qui, sur le moment, ont paru plutôt modestes. Cette offensive n'en prolongeait-elle pas une autre, sur le terrain parlementaire, lorsque à la suite d'un amendement du président du groupe UMP, M. Accoyer, les psychanalystes eurent l'impression que c'est à leur profession qu'on en voulait, et que, sous prétexte de mise en ordre du secteur psychiatrique, c'est leur discipline et leur déontologie qui se trouvaient en péril ? Un mouvement de résistance sembla s'organiser avec une réunion publique à la Mutualité en présence de quelques écrivains médiatiques. Cette fois-ci, les choses sont plus difficiles parce que les adversaires s'autorisent du prestige de la science et de la montée des théories comportementalistes. Il semble qu'aux États-Unis les cabinets des disciples de Freud sont désertés à mesure que d'autres thérapies à base médicamenteuse s'imposent à un public toujours plus large. De là un sentiment de faiblesse face à un véritable déferlement. La science bien problématique des maladies de l'âme a peine à se défendre contre l'impérialisme des neuroleptiques.

Toutefois, la France n'est pas encore dans la situation américaine. Les 6000 analystes des diverses écoles freudiennes ne manquent pas de clients et une certaine tradition culturelle s'oppose à la biologisation intégrale du psychisme. Une autre contre-offensive s'amorce pour défier la stratégie d'enveloppement comportementaliste avec des arguments qui ne manquent pas d'efficacité. Dénoncer le *biopouvoir* jadis mis en évidence par Michel Foucault, en montrant que l'association étroite du politique, du médical et du groupe de pression pharmaceutique a des aspects totalitaires, peut ébranler une opinion à laquelle on assène par ailleurs que la psychanalyse ne produit aucun résultat concret. Au pays de Jacques Lacan il reste un espace de liberté et de discussion pour sauvegarder la signification des discours et l'exploration de soi-même. Du moins, faut-il l'espérer à l'encontre des exclusivismes et déterminismes, ne serait-ce que pour sauver le libre arbitre et la respiration intérieure.

Cela n'a jamais été évident. La psychanalyse elle-même n'a jamais été indemne d'allégeances d'école, d'emprises sur les consciences et même de rigidité théorique contre lesquelles il était difficile de se rebeller lorsqu'on avait mis un pied dans le système. Je me souviens de ce que Maurice Clavel m'avait expliqué, juste avant sa mort, du mauvais sort fait à Marie Balmary dont la thèse sur Freud n'avait pas eu l'heur de plaire aux puissances psychanalytiques installées. Jacques Lacan qui avait paru un recours possible s'était lui-même révélé plutôt redoutable avec son propre réseau bloquant la réception d'un travail iconoclaste. Le souvenir de cet épisode ainsi que celui de la sortie d'un premier ouvrage *L'homme aux statues* (2) m'est revenu à la lecture d'un petit livre de Marie Balmary, d'une facture inédite (3). Presque un roman qui comporte sûrement quelques vérités autobiographiques que l'on devine au milieu de la fiction du récit.

Justement de ce récit, il me paraît intéressant de citer quelques lignes liminaires qui soulignent avec précision une

des causes essentielles de l'extrême difficulté à pénétrer aujourd'hui le domaine cadencé de l'intériorité. L'auteur rappelle le blocage dont elle fut l'objet à la Sorbonne dans les années 70 : « *Il me parut alors clair que l'université, pas plus que les sociétés psychanalytiques existantes, n'était un lieu où poursuivre le genre de recherche risquée dans laquelle j'étais engagée - qui, à travers une relecture de la vie et de l'œuvre de Freud remontait vers des questions fondamentales : les offenses faites au sujet, les lois de relation, la genèse de la parole... J'étais aussi conduite vers les sources de notre civilisation et particulièrement vers la grande figure de Moïse à laquelle Freud s'était tant affronté* ».

Depuis cette épreuve de jeunesse, Marie Balmary a pu mener à bien un remarquable travail d'analyse des chapitres de la Genèse, auquel, à chaque sortie d'ouvrage, nous n'avons pas manqué de faire écho, non sans soulever quelques objections à propos du dernier paru (4). Mais voilà qu'elle semble faire une petite pause pour réfléchir sur le chemin parcouru en esquissant la confiance de son état d'esprit et de ses interrogations personnelles. La forme choisie est révélatrice d'une volonté

d'explication entre ce qu'on pourrait appeler les deux parts d'elle-même. Sans doute la psychanalyste prétend-elle s'adresser à un interlocuteur, moine bénédictin en l'occurrence, qu'elle invente en quelque sorte en référence à un personnage bien réel qu'elle a connu : Dom Marc-François Lacan, frère du psychanalyste, qui vécut jusqu'à sa mort à l'abbaye de Hautecombe sur les rives du lac du Bourget. « *Liberté et joie caractérisaient cet homme lumineux. Je me dis en moi-même que le plus heureux des frères Lacan était sans doute ici.* »

Il est bien spécifié que les deux interlocuteurs du récit ne sont ni Marie Balmary ni Dom Lacan. Mais c'est quand même un peu de leur dialogue réel qui s'exprime, transposé en une parabole permettant d'aller au plus loin dans le colloque intime de deux personnes qui se comprennent d'autant mieux qu'elles ne sont pas forcément d'accord et qu'elles partent d'expériences très

différentes. Si je pense qu'en choisissant cette formule Marie Balmary décrit un face à face où elle se trouve des deux côtés à la fois, ce n'est pas pour suggérer que le bénédictin constitue une sorte de subterfuge. C'est à cause de la complicité que la psychanalyste éprouve avec un religieux, tout en se mettant dans la peau d'une juive agnostique à laquelle elle s'identifie tout autant. Ce balancement entre les deux personnages permet ainsi une mise en tension très significative d'une double polarité intérieure. La découverte au sein de l'expérience analytique d'un domaine qui lui est, par principe, interdit, produit en même temps fascination et recul, emprise et déprise, affirmation et dénégation. La confiance se murmure dans la plus extrême pudeur. La femme se défend, parfois jusque dans l'invective, tant l'appréhension de l'instance religieuse s'offre comme une menace, le terrible dont parle Rilke. Mais du moins a-t-elle osé l'aborder, sans se rendre. Le combat de Jacob avec l'ange peut produire la révolte. Et puis tout reste à démêler. Du moins un beau risque a été couru, celui de la liberté profonde, si étrangère à notre temps entiché de libération.

(1) Sous la direction de Catherine Meyer - « *Le livre noir de la psychanalyse : vivre, penser et aller mieux sans Freud* » - Les Arènes, prix franco : 29,80 €.

(2) Marie Balmary - « *L'homme aux statues : aux origines de la psychanalyse* » - Grasset nouvelle édition revue et augmentée en 1997, prix franco : 16,50 €.

(3) Marie Balmary - « *Le moine et la psychanalyste* » - Albin Michel, prix franco : 17 €.

(4) Marie Balmary - « *Abel ou la traversée de l'Eden* » - Grasset, prix franco 19 €. Voir *Royaliste* n° 737.

par Gérard Leclerc



Sexy

Dès sa création le roman noir *Hard boiled* imposa un nouveau type de personnage : le détective privé *dur à cuire*. Depuis lors, ce personnage légendaire a été décliné sous de multiples formes.

Serge Delhay, jeune auteur innovant, nous en livre une vision particulièrement décapante : le privé noir et transsexuel fière de ses sabots à hauts talons et de sa permanente blonde platine.

Avec ce recueil de nouvelles – souhaitons une postérité – il se situe résolument au carrefour de deux genres. L'hommage avec un réel sens de l'intrigue, du rythme et une fidélité aux canons d'un genre référence. La parodie grâce à un humour grinçant jamais vulgaire où son héros-héroïne utilise à bon escient un mélange de surprise et d'autodérision. Le familier du roman noir, au gré des nouvelles, navigue en terrain connu : jeune fille en détresse, politicien véreux, flic pas très net et galerie de personnages secondaires pittoresques. Là réside le talent de Serge Delhay, dans cet équilibre entre utilisation de codes d'un genre qu'il maîtrise totalement et existence d'un personnage iconoclaste possédant épaisseur et humour assassin.

Ajoutons que les éditions Cylibris privilégient la vente de ses livres par le biais d'internet. Si cette nouvelle forme de distribution d'ouvrages donne le jour à des textes aussi novateurs nous ne pouvons que lui adresser nos encouragements chaleureux.

Bruno DIAZ

📖 Serge Delhay - « *Cherry Darling, nouvelles policières et délinantes* », Ed. Cylibris, prix franco : 17 €. www.cylibris.com

Un certain Louis Perceau

Sa notoriété reste confinée à quelques cercles très spécialisés et tout à fait hétérogènes. Cette notoriété restreinte et disparate pourrait sembler paradoxale. Elle n'est pourtant que le témoignage de la singularité et de la richesse d'une vie.

Louis Perceau naît en 1883 dans une modeste famille de tailleurs, installée au cœur du marais poitevin. Dès son plus jeune âge, il baigne dans un milieu de tradition blanquiste fortement anticlérical. D'une vive intelligence mais de tempérament libertaire, il ne supporte pas la discipline scolaire. Au pensum des cours, il préfère les longues balades dans son cher marais, un marais qu'il ne quittera jamais tout à fait, y conservant toujours une demeure et rédigeant, en patois, des contes *folkloriques* réédités encore récemment sous le titre *Les Contes de la Pigouille*.

L'école abandonnée, il devient ouvrier tailleur, à la fois très engagé politiquement et fasciné par la poésie dans sa forme classique la plus pure - Malherbe en particulier. Ainsi, dès l'adolescence, se trouvent réunis les deux axes autour desquels se déploiera la vie de Louis Perceau : la Politique et les Lettres.

En 1901, il rejoint Paris et se mêle à cette étonnante bohème montmartroise où se côtoient artistes et activistes dans une effervescence jubilatoire et créatrice. Là, la violence et la farce ne sont souvent que les deux faces d'une même pièce lancée contre la société, et l'on chantera le soir, dans les cabarets, la bombe qui aura explosé dans la journée. Anticlérical, antimilitariste, antipatriote, membre du parti

socialiste révolutionnaire, Louis Perceau sera un des signataires de la fameuse *affiche rouge*, placardée sur les murs de Paris, et appelant les conscrits à la désertion et à la rébellion. Il se retrouve en prison. Il partage sa cellule avec un camelot du roi qui lui fait découvrir la face cachée des grands poètes classiques : leurs œuvres érotiques. Pour Louis Perceau, ce sera une révélation. Dès sa sortie de prison, il se met en quête de ces poèmes libertins, *oubliés* des bibliographies officielles, une quête qui le conduit tout droit à la Bibliothèque Nationale. Là, il rencontre deux hommes qui partagent cette même passion, Guillaume Apollinaire et Fernand Fleuret, avec qui il rédigera cette somme qui aujourd'hui encore fait autorité : *L'Enfer de la Bibliothèque Nationale*.

Il n'en abandonne pas pour autant la politique, bien au contraire. Il participe activement à l'aventure de *La Guerre Sociale*, l'hebdomadaire *gauchiste* dirigé par Gustave Hervé, dont il est à la fois un administrateur zélé et un rédacteur habituel. Il en sera cependant exclu à la fin de 1912. Il se rapprochera alors de Renaudel et de Jaurès. Pendant la Guerre de 14-18, réformé pour des raisons de santé, il s'engagera comme brancardier.

Au lendemain de la guerre, il restera fidèle à la SFIO, re-

fusant de rejoindre un parti communiste qu'il voit à la fois trop autoritaire et trop soumis à Moscou. Il continue d'œuvrer pour la reconnaissance de la littérature érotique, collaborant à des éditions plus ou moins clandestines, sous des pseudonymes divers. Il découvre aussi un nouveau jeu littéraire : la contrepèterie. Il en rédigera une anthologie, la *Redoute des Contrepèteries*, très prisée des amateurs. Le colonel Rémy avouera plus tard y avoir puisé pour la rédaction de certains des messages codés de *Radio-Londres*. Durant l'Occupation, Louis Perceau entre immédiatement en résistance, mais trop affaibli par la maladie, il lui est impossible d'être réellement actif. C'est cependant dans son appartement que se tiendront les premières réunions du réseau *Libération-Nord*. Il meurt d'un cancer en 1942.

La biographie que lui consacre Vincent Labaume est en tous points remarquable. Richement illustrée, agrémentée de citations judicieusement choisies, exempte de toute pesanteur démonstrative, elle est l'occasion non seulement de suivre l'itinéraire d'un homme absolument romanesque, « *un discret considérable* », mais aussi de croiser une multitude de personnages fascinants. Une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la France au XX^e siècle.

Patrick PIERRAN

📖 Vincent Labaume - « *Louis Perceau le polygraphe* », Jean-Pierre Faur Éditeur, 256 p., nombreuses illustrations, prix franco : 25 €.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 27 novembre prochain. Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La politique des transports en Europe*" et, d'autre part, "*La réforme du système monétaire*".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

► Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.

► Sacré cœur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 16 novembre** - Inspecteur général de l'Éducation nationale et rédacteur en chef de la revue *« Vingtième siècle »*, **Jean-Pierre RIOUX** a évoqué dans un livre récent *« Jaurès, homme politique »*. Jaurès, pas seulement le chef de parti, mais aussi le penseur, familier de la philosophie allemande, le remarquable historien de la Révolution française, le défenseur des droits de l'homme, le militant de la paix étranger à la caricature qu'on en fit, le journaliste, l'orateur parlementaire et le grand tribun populaire.

Qu'il s'agisse des rapports entre les partis et les syndicats, du débat entre réformistes et révolutionnaires, de la morale en politique, du patriotisme et de l'action internationale, les écrits et les actes de Jean Jaurès méritent

toujours la réflexion de ceux qui croient au socialisme et de ceux qui n'y croient pas.

● **Mercredi 23 novembre** - Nous accueillons souvent **Jean-Paul DOLLÉ**, philosophe, professeur à l'école d'architecture de Paris-La Villette, auteur d'ouvrages qui ont fait date, à commencer par le *« Le désir de révolution »* publié au lendemain de mai 1968. Sa réflexion et son action - notamment au sein de *« Banlieues 89 »* sous le premier septennat de François Mitterrand - concernent ce qu'on n'ose plus appeler la politique de la ville tant les mots ont été dévalués par les aménageurs d'espace. Contre la conception technocratique et marchande, qui a fabriqué *« Le territoire du rien »*, Jean-Paul Dollé procède dans son nouveau livre à une critique radicale de l'espace-temps du nihilisme : celui où le citoyen déambule dans les *« villes historiques »*, muséifiées, avant de retourner à son habitat situé dans les nouvelles *« villes diffuses »*. Contre ce processus mortifère, peut-on inventer une politique révolutionnaire ? Nous en débattons avec notre ami.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Que ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore communiqué leur adresse internet le fasse le plus rapidement possible.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Violences urbaines

J'aurais voulu m'adresser aux dirigeants de notre pays mais ils n'ont que faire des journalistes (s'ils ne sont pas conjoints ou courtisans) et des intellectuels, tous considérés comme des fabricants d'*idées abstraites* par ceux qui se regardent comme des hommes et des femmes de terrain.

Or voici que le *terrain* se dérobe : grèves, émeutes, incendies volontaires de véhicules et de bâtiments. La peur diffuse des dirigeants (1) gagne en densité et en acuité ; l'obstiné gréviste de base et le « jeune de banlieue » se désignent eux-mêmes comme l'ennemi à neutraliser.

Les lamentations n'y changeront rien : nous sommes dans la guerre sociale et il faut maintenant éviter qu'elle ne conduise à des affrontements sanglants. Comment ?

Il faut que les citoyens gardent leur sang-froid, même devant leur voiture incendiée, même devant leur usine calcinée. Divers militants peuvent contribuer à éviter les gestes de vengeance. Les journalistes doivent, pour leur part, prendre garde au poids des mots : ceux qui évoquent « l'Intifada des banlieues » et la « guérilla urbaine » transforment en actes héroïques les agressions et déprédations commises par des individus irresponsables. Ces journalistes doivent être comptés parmi les vecteurs de la contagion violente.

Quant aux oligarques, il est inutile de leur adresser conseils et supplications. Leur autisme les a conduits dans un piège dont ils ne peuvent sortir que par une violence qui déclencherait des réactions en chaîne.

C'est par simple figure de style que je m'adresse à eux :

Vous avez parié sur l'aveuglement et la résignation du peuple français. Vous avez perdu.

Vous êtes disqualifiés parce que vous avez fait campagne pour un « traité constitutionnel » ultra-libéral qui a été rejeté par le peuple français. Vous êtes détestés parce que vous voulez malgré tout imposer à la France la normalisation ultra-libérale.

Votre existence est en elle-même une provocation permanente. Vous êtes haïs par



ceux qui peuvent vous observer de près et qui découvrent votre égoïsme de classe et l'immensité de vos privilèges.

M. de Villepin, vous ne voyez pas l'abîme social qui vous sépare des jeunes de banlieue que vous recevez certains soirs. Vous confondez la noblesse et la particule, le capital mondain et la charge symbolique ; vous vous êtes déshonoré par vos mensonges et vos manipulations – par exemple lors de l'augmentation du prix du gaz.

Collectivement les oligarques sont dangereux parce que la peur des élites engendre les représailles meurtrières. Mais vous, M. Sarkozy, vous qui n'avez pas peur tant la prise du pouvoir vous

obsède, vous créez le désordre par vos insultes et vous voulez rétablir l'ordre par l'intimidation.

Ne m'accusez pas de complaisance pour les émeutiers : votre collègue Azouz Begag dénonce vos procédés répressifs et les syndicats de police ne supportent pas que vous dénonciez la « racaille » avant d'aller vous coucher, alors que les policiers passent leurs nuits dans les rues des quartiers agités. Vous ne pouvez pas être entendu parce que nous ne savons pas qui parle : Nicolas Sarkozy, président de l'UMP et candidat en campagne ou le ministre de l'Intérieur ?

M. le Premier ministre, vous n'auriez jamais dû permettre cette confusion inouïe des rôles et des fonctions. Comment pourriez-vous y mettre un terme sans qu'on vous soupçonne de manœuvre politicienne ?

M. de Villepin, vos promesses sur l'emploi ne peuvent pas être prises au sérieux : comme tous les gens de votre caste, vous tenez le chômage comme le plus sûr garant de la paix sociale, des faibles salaires et des profits de vos amis du haut patronat.

Oligarques, cessez d'appeler au respect des valeurs. Après le jugement dans l'affaire des lycées d'Ile-de-France, qui a sanctionné le pacte de corruption entre partis de droite et de gauche, les dirigeants des formations impliquées et les personnalités condamnées n'ont pas présenté leurs excuses au peuple français. Comment les délinquants en col blanc et leurs complices pourraient-ils avoir la moindre autorité sur les petits voleurs, casseurs et incendiaires ?

Cette question, comme les autres, demeurera sans réponse. Car la seule réponse possible serait la renonciation collective à l'exercice de toute fonction politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. « La peur a changé de camp », éditorial de *Royaliste* n° 866.